

Mme Habyarimana et son fils Jean-Luc.

Ecoute, Jeanne, j'entends l'avion de ton père. » Agathe Habyarimana ne peut pas se tromper. La résidence présidentielle est à moins d'un kilomètre du terrain d'aviation de Kigali, dans l'axe de la piste unique. L'épouse du président Juvénal Habyarimana a appris à reconnaître les avions à l'oreille. Et aucun vol n'est programmé, à part celui qui ramène du sommet de Dar-es-Salaam les présidents du Rwanda et du Burundi.

Il est 20 h 30, mercredi 6 avril. A moins de 100 mètres de la maison, Jean-Luc et ses cousins viennent de sortir de la piscine. Ils entendent, eux aussi, le Mystère 50. Les lumières du triréacteur apparaissent bientôt, le sifflement s'intensifie. Soudain, trois détonations retentissent en quelques secondes. Après la première, l'avion bascule et ses réacteurs paraissent s'emballer. Après la deuxième, il prend feu. Après la troisième, il explose. Les débris en flammes de la carlingue tombent dans le jardin du chef de l'Etat, les ailes au-delà de la clôture, à quelques dizaines de mètres.

Jean-Luc Habyarimana, âgé de 18 ans, est élève au lycée français du Caire avec sa sœur de 15 ans, Marie-Merci. Tous deux sont en vacances à Kigali. Jean-Luc a tout vu. Il décrit la scène et les trajec-

Jean-Luc a tout vu. Son premier réflexe : d'assurer que sa mère tenait le coup.

toires lumineuses des fusées depuis Massaka, la colline que les avions survolent, à l'atterrissage, juste avant la résidence. Sa mère était dans la villa, ainsi que sa sœur aînée, Jeanne, qui a 28 ans et habite à Kigali avec son mari, Alphonse Ntirivamunda, et leurs enfants.

Entendant les explosions, Jeanne s'est précipitée dehors, de l'autre côté de la maison par rapport à la piscine. Elle voit tomber les morceaux du Mystère. « Manman ! s'écrie-t-elle, ils ont abattu l'avion de papa ! » Mme Habyarimana ne veut pas sortir. Elle se prend à espérer un miracle : « Peut-être, se dit-elle, mon mari est-il à bord de l'avion de Mobutu [le chef de l'Etat du Zaïre n'est pas allé à Dar-es-Salaam, mais il y était attendu] qui fera escale ici. »

On entend des tirs d'armes à feu. Le chef du détachement de la garde se précipite. « Attention, madame, dit-il, on tire sur la maison. Elo-

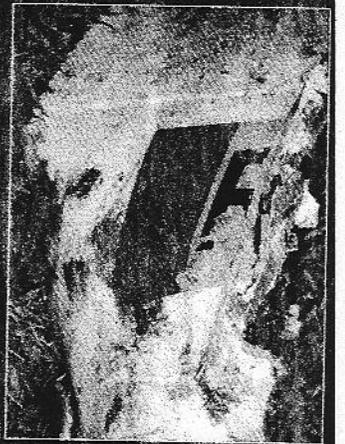
gnez-vous des fenêtres et éteignez les lumières. » « Ils vont tous nous tuer », pense Agathe Habyarimana. Elle envoie sa mère et les enfants dans la chapelle, puis elle les y rejoint. Dans la bousculade, Jeanne, sa fille dans les bras, tombe et se casse une jambe.

Les tirs dureront, plus ou moins sporadiquement, toute la nuit. Mais les tireurs sont sans doute éloignés. Aucun impact ne sera relevé. La garde présidentielle, bientôt renforcée d'éléments venus du camp tout proche sous le commandement d'un lieutenant-colonel et d'un major, organise la riposte et rassure la famille : « Nous avons la situation en main. »

Jean-Luc s'est précipité dans la maison. Il a constaté que sa mère « tient le coup ». Lui aussi. Avec les gardes, il éloigne les voitures du brasier qu'est devenu le centre du jardin : il essaie d'éteindre le feu avec de la terre et de l'eau. Dans l'obscurité commence la macabre recherche des corps.

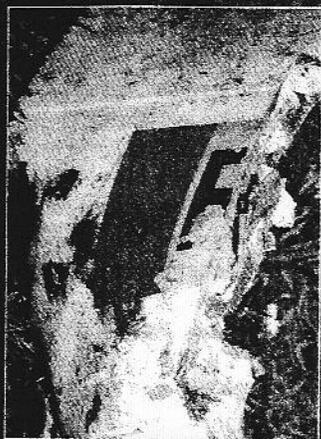
Le premier découvert est celui du médecin personnel du président, le docteur Emmanuel Akingeneye. Il a traversé le toit du garage pour tomber sur une voiture. La plupart des victimes sont méconnaissables. Au fur et à mesure qu'on les trouve, on les aligne sur deux rangs dans le salon. Peu après 21 h, on prévient Mme Habyarimana qu'on amène son mari. Elle vient se recueillir près de la dépouille, qui prend place au centre de la chapelle ardente improvisée. Mais une demi-heure plus tard, les soldats reconnaissent le président de la République dans un massif de fleurs et ils lui rendent les honneurs avant de le transporter. Le corps mutilé qu'on avait d'abord pris pour le sien était celui de son conseiller politique, l'ambassadeur Kenzaho. On pense alors qu'il s'agit de Cyprien Ntaryamina. C'est seulement

Des militaires français participent aux recherches et découvrent la boîte noire.



our la famille, deux jours et deux nuits d'horreur vont encore s'écouler.

**e corps
du docteur
Akingeneye
a traversé
le toit du
garage, pour
tomber sur
une Mercedes.**



**es soldats
reconnaissent
le président
dans un massif
de fleurs et
lui rendent
les honneurs.**

après qu'on aura découvert et identifié le président du Burundi, vers 3 h du matin, que l'on pourra mettre son vrai nom sur la dépouille de Kenzaho, dont on apprendra par son épouse qu'il portait une chemise rouge à rayures. Les trois derniers corps, ceux des pilotes français, ne seront découverts qu'au lever du jour, hors du jardin de la résidence.

Des militaires français avaient participé aux recherches et découvert la boîte noire.

Deux jours et deux nuits d'horreur vont encore s'écouler pour la famille Habyarimana, qui perd la notion du temps. Les préparatifs de l'inhumation se révèlent impossibles, et même le transport des corps dans un hôpital, qui a d'abord été prévu. Car on tire à tous les carrefours de Kigali. Les douze cadavres restent alignés dans le salon. Et le bruit de la mitraille ne cesse guère. Le vendredi, on parviendra quand même à transférer les deux chefs d'Etat dans la chambre froide d'un camp militaire proche.

Le samedi, enfin, un officier français se présente, envoyé, dit-il, par le président Mitterrand. « Je suis chargé, annonce-t-il à M^{me} Habyarimana, de vous faire partir pour la France. Un avion militaire vous attend. Il y a place pour dix personnes, autant que possible des enfants, chacune avec un seul bagage, et léger. » Il balaie les timides objections : « Je suis désolé, mais c'est tout ce que nous pouvons faire. Il faut que vous soyez prêts dans trente minutes. »

Le frère du président, médecin à Kigali, a établi la liste des passagers. L'avion militaire a emmené les dix réfugiés à Bangui, où ils ont été accueillis par le président Pa-tassé. Le dimanche, ils ont pris un avion régulier d'Air Afrique pour Paris. Deux re-



La famille du président rwandais recevant nos collaborateurs.

**« Un avion
militaire vous
attend.
Il y a place
pour dix
personnes. »**



Jean-Pierre, le fils aîné.

présentants du ministre de la Coopération les attendaient. Accueil un peu sommaire après toutes ces épreuves ? « Mais non, coupe Agathe Habyarimana. J'ai reçu des messages de condoléances du président de la République et du Premier ministre. M. Mitterrand m'a envoyé des fleurs. Dites bien que nous sommes très reconnaissants au gouvernement français de tout ce qu'il a fait pour nous. »

Les exilés ont retrouvé deux des fils du couple prési-

dentiel, étudiants en architecture à Paris : l'aîné de la famille, Jean-Pierre, qui a 29 ans, et Bernard, 22 ans. Jean-Claude, 27 ans, Marie-Rose, 25 ans, et Léon, 24 ans, tous les trois étudiants au Canada, les ont rejoints, ainsi que le frère de M^{me} Habyarimana, Séraphin Rwabukumba, et des cousins.

La famille campe entre l'hôtel et l'appartement de quatre petites pièces que le président Habyarimana venait d'acquérir en location-vente, et qui n'était pas encore aménagé. C'est dans ce logement qu'elle nous a reçus, au complet, pour faire le récit de la tragédie.

Qui a commis le crime ? Aucun membre de la famille n'a le moindre doute. « Nous n'avons pas encore de preuves, mais on les trouvera, résume Agathe Habyarimana : c'est l'œuvre du Front patriotique rwandais (FPR), en connivence avec des Belges. » Le FPR est le puissant groupe rebelle tutsi qui avait accepté un armistice et sa réintégration dans la légalité au mois d'août 1993.

On a pourtant émis l'hypothèse d'un attentat organisé par des Hutus de l'entourage d'Habyarimana, qui auraient voulu donner un coup d'arrêt au processus de réconciliation. « Cela ne tient pas debout ! objecte la famille. Les auteurs de cette thèse citent comme têtes du prétendu réseau de

comploteurs le chef d'état-major, Déo Nsabimana, et le colonel Elie Sagatwa, secrétaire particulier du président. Or tous les deux étaient dans l'avion... Les mêmes sources incriminent la garde présidentielle. C'est incroyable. Ces hommes étaient totalement dévoués au président. Nous en

avons vu pleurer dans les minutes qui ont suivi l'explosion de l'avion. Ils nous ont défendus et ils ont multiplié les preuves de leur attachement. D'autre part, les partis hutus naguère proches du FPR s'étaient ralliés

Ils sont tous persuadés que « des Belges » ont participé à l'attentat.

au président depuis l'assassinat du chef de l'Etat du Burundi, Melchior Ndadaye, par des Tutsis probablement incités à la révolte par Paul Kagamé, le chef du FPR. En effet, Kagamé était allé plusieurs fois à Bujumbura après l'élection de Ndadaye. »

Ily avait pourtant eu des troubles sanglants, à la fin de février, opposant des Hutus du Sud, partisans de la réconciliation nationale, et des Hutus du Nord, extrémistes anti-tutsis... « C'est ce que veut faire croire le FPR, qui est, en réalité, à l'origine des assassinats. A en croire ceux qui relaient sa propagande. Félicien Gatabazi, le ministre des Travaux publics, a été tué parce qu'il était proche du FPR.

Mais, quelques jours auparavant, il était allé proclamer sa fidélité au chef de l'Etat, et le FPR s'en était montré furieux. Quant à Martin Bucyana, il a été tué par des hommes du Parti social-démocrate de Gatabazi, soi-disant pour venger leur chef, mais les meurtriers appartenaient à la tendance pro-FPR avec laquelle Gatabazi venait de rompre. »

Cela suffit-il pour accuser le FPR d'avoir assassiné Juvénal Habyarimana et les onze per-

sonnes qui voyageaient avec lui ? La famille du président répond que le FPR avait multiplié les menaces d'embuscades contre lui. On avait renforcé les escortes, rendant difficile la réussite d'un attentat sur une voie terrestre. Il restait la voie aérienne.

D'autre part, dans l'heure

qui a suivi la chute de l'avion, des éléments du FPR ont attaqué le camp de la garde présidentielle. Ce sont les mêmes, sans doute, qui ont tiré sur la résidence présidentielle. Dans le même temps, des groupes re-

belles des frontières commençaient leur marche convergente vers Kigali.

M^{me} Habyarimana ajoute ceci : « Le dimanche de Pâques, trois jours avant le drame, nous avions convié un haut fonctionnaire des Nations Unies à partager notre repas familial. Cette personnalité a dit à mon mari, et l'a répété trois fois devant notre petit cercle intime : "Paul Kagamé m'a chargé de vous avertir personnellement qu'il vous tuera et qu'il emploiera tous les moyens pour cela." » Qui est cette personnalité ?

Agathe Habyarimana refuse de le préciser pour l'instant.

Et les Belges ? « N'écrivez pas "les Belges", rectifie la veuve du chef de l'Etat. Mon mari a toujours eu d'excellents rapports avec le roi, avec le Premier ministre Wilfried Martens, avec beaucoup d'autres hommes d'Etat, y compris l'actuel ministre de la Défense. Nous accusons *des Belges*, pas la nation belge ni le gouvernement belge. »

Alors, quels Belges, et pourquoi ? La famille Habyarimana rappelle que le colonisateur s'est appuyé sur la monarchie tutsie au détriment de la majorité hutue.

« Beaucoup d'anciens coloniaux n'ont jamais admis le changement de 1959 », ajoute-t-elle. Certains avaient épousé des Tutsis. Les réfugiés tutsis, nombreux en Belgique, sont très actifs et influents auprès des médias. Bref, il y a, à Bruxelles, un « parti tutsi », et une large partie de l'opinion, qui ne connaît rien des Hutus, incline encore à penser que les Tutsis sont « nés pour gouverner ».

A cela s'ajoute que les Belges, qui ont en même temps que les Français envoyé des troupes lors des émeutes de novembre 1990, les ont rapatriés immédiatement après l'évacuation de leurs ressortissants, alors que les Français restaient. Le gouvernement rwandais en a su gré aux Français. Par contre-coup, la Belgique a eu le sentiment de perdre une nouvelle fois son ancienne colonie.

Voilà le contexte. Des hommes politiques belges seraient-ils allés jusqu'à entrer dans un complot d'assassinat du chef de l'Etat pour favoriser une espèce de restauration ? Les Habyarimana ne citent pas de noms. Mais ils ne manquent pas d'arguments pour affirmer que « des

Belges » ont été mêlés de très près à la conception et à l'exécution de l'attentat. Pour comprendre, il faut savoir qu'aux côtés de casques bleus venus principalement du Bangladesh et du Ghana, les seuls

Blancs de la MINUAR (Mission des Nations Unies d'assistance au Rwanda) sont des Belges, un peu moins de cinq cents sur un peu plus de deux mille. Voici ces arguments.

Dès l'arrivée de la MINUAR, à la fin de 1993, les casques bleus belges ont manifesté leur hostilité aux Hutus

dans les rues et dans les cafés. L'un d'eux a arraché la médaille à l'effigie d'Habyarimana qu'arborait un passant. L'incident ayant fait du bruit, son auteur a été rapatrié discrètement. Mais les provocations se sont multipliées, à tel point que les Belges ont été consignés.

Dans les jours qui ont précédé le drame, se rappellent Agathe, Jeanne et Jean-Luc, des hélicoptères blancs, donc des Nations Unies, tournaient fréquemment autour de la résidence et de la présidence. De nombreuses patrouilles de parachutistes belges examinaient minutieusement les abords de l'aéroport et la colline Massaka.

Quelques minutes après l'explosion du Mystère 50, témoigne Jean-Luc, un avion de transport blanc, C 130 ou Transall, est passé au-dessus de la maison. Il n'était pas annoncé. On l'a empêché d'atterrir. Il a tourné un moment, puis il a disparu.

Immédiatement après avoir entendu l'explosion, des paysans de Massaka ont vu des militaires blancs quitter la colline à bord d'une jeep, en tirant comme

pour se couvrir, en direction de Kigali. Ce témoignage peut être rapproché de l'information donnée officiellement à la télévision par le ministre belge des Affaires étrangères qui en propose une autre interpré-

tation, selon laquelle un détachement belge voulant rentrer au camp de la MINUAR peu après la destruction du Mystère 50 en a été empêché par les Bengalais de garde, qui ont trouvé son comportement suspect.

S'agissant des massacres interethniques, la famille Ha-

Des paysans de Massaka ont vu des militaires blancs s'enfuir en jeep.

byarimana n'a pas de témoignage direct à apporter, mais elle tient à faire quelques mises au point, surtout sur le rôle de la garde présidentielle. Les médias l'ont vue partout, à l'origine du carnage de Tutsis. Or c'est une petite troupe, un bataillon de cinq cents hommes, qui furent absorbés par leurs missions de défense de la résidence présidentielle, de l'aéroport, etc., et de résistance aux trois attaques successives dont ils furent l'objet de la part du FPR, deux dans la nuit et une le matin du 7 avril. Les Tutsis ont pris l'offensive. Qu'ils aient essuyé les plus lourdes pertes est possible et logique : le nombre est fait face à des militaires et, surtout, à des civils rendus furieux par l'assassinat du président.

« Les Tutsis regretteront mon père, ajoute Jeanne. Il est toujours intervenu pour calmer les extrémistes hutus. Il n'est plus là. Voyez ce qui se passe dans notre pays. »

M^{me} Habyarimana et ses enfants insistent encore sur la responsabilité de l'Ouganda dans les malheurs du Rwanda. De nombreux officiers du FPR sont des citoyens ougandais d'origine rwandaise, observent-ils, et ils ont fait des études et des stages aux Etats-Unis en uniforme ougandais. Kagamé lui-même a non seulement été de ces stagiaires, mais il est l'ancien chef de la sécurité de Yoweri Museveni. Le président de la République d'Ouganda a été porté au pouvoir par des Tutsis. Il paie ses dettes sur le dos du Rwanda.

Tels sont les témoignages et les commentaires que nous avons recueillis le 21 avril 1994, deux semaines après la mort tragique de Juvénal Habyarimana, tombé du ciel dans son jardin. ●

Une chapelle ardente est dressée dans le salon. On n'est pas sûr d'avoir identifié le président burundais.

